

Le sport ne vaut-il que 0,5 % du budget communautaire ?

A l'invitation des fédérations sportives, les partis politiques ont décliné leurs projets en vue de la prochaine législature. Derrière la bonne volonté, les moyens vont-ils suivre ?

PH. V.W.

L'image avait quelque chose de saisissant et de franchement gênant pour les six représentants des partis venus décliner leurs propositions en vue des élections du 26 mai aux fédérations sportives francophones, représentant 8.000 clubs et 800.000 pratiquants du sud du pays et de Bruxelles. Sur l'écran géant qui figurait dans leur dos, un « camembert » graphique représentant les dépenses communautaires par grand secteur, avec une mini-portion représentant la part du sport dans le budget : 0,5 %...

Lundi soir, à la Bourse de Namur, à l'invitation de l'Association interfédérale du sport francophone (AISF) qui leur avait, au préalable, envoyé son cahier de revendications, Michel de Lamotte (CDH), Michaël Vossaert (Défi), Philippe Dodrimont (MR), Laurence Willemse (Ecolo), Vincent Sampaoli (PS) et Baudouin Peeters (Listes Des-

texhe) (alors que le siège réservé au PTB est resté désespérément vide) avaient la lourde tâche d'expliquer pourquoi le sport était – malgré tout – important pour eux. Et sur quels accents leur parti respectif comptait appuyer en vue de la prochaine législature.

L'exercice avait été bien balisé. Sept thèmes avaient été choisis : la formation des cadres sportifs, le sport de haut niveau, les infrastructures sportives, le sport et l'enseignement, le handisport, le rôle des médias (en fait, essentiellement la RTBF et son rôle de service public, qui en a pris pour son grade en raison de la priorité qu'elle accorde toujours aux mêmes sports...) et l'arbitrage. Avec, pour chacun d'entre eux, un constat et une question. Aux représentants des partis d'avancer leurs arguments en 90 secondes. Puis, à l'assemblée, de désigner, après chacun des points, le plus convaincant des six.

Au final, on a entendu beaucoup de bonnes intentions et des propositions déjà formulées par le passé, comme la révision à la hausse du plafond défiscalisable pour les bénévoles, le besoin d'associer sport de haut niveau et sport pour tous, la nécessité d'ouvrir les installations sportives des écoles en dehors des heures de cours pour les clubs, le retour du chèque sport, l'augmentation souhaitée des heures de sport dans ces mêmes écoles, une meilleure accessibilité obligatoire pour les handicapés dans les centres sportifs, la promotion du sport féminin, et une valorisation des arbitres tant sur le plan financier que sur celui de l'image via des campagnes de sensibili-

sation.

Augmenter significativement le budget ?

On a aussi eu droit à des idées nouvelles ou rarement osées comme la nécessité d'une réflexion du sport de haut niveau au niveau fédéral (Ecolo) ou, carrément, la refédéralisation du sport de haut niveau en Belgique, la création d'un centre de haut niveau national et un système de tax shelter pour la construction d'infrastructures sportives (Listes Destexhe), l'organisation de « mercredis sportifs » dans des écoles labellisées en fonction de l'importance qu'elles consacrent au sport et l'engagement d'« assistants de sport » pour aider les profs d'éducation physique à encadrer les élèves à mobilité réduite (CDH) ou l'obligation, pour la RTBF, de dédier une de ses trois chaînes au sport féminin (MR).

A la question finale de savoir si chacun des partis augmenterait « de manière significative » le budget du sport s'il arrivait au pouvoir après le 26 mai, seuls Ecolo et le PS n'ont pas répondu par l'affirmative. Côté vert, on a précisé « détester les fausses promesses » en rappelant que l'enveloppe de la Fédération Wallonie-Bruxelles était « fermée » ; côté rouge, on s'est simplement déclaré « favorable à l'évolution du budget sport ». Pour tous les autres, cela a été un « oui » franc et massif, certains évoquant un doublement des moyens. En cas de victoire, il ne restera plus qu'à respecter ces belles promesses. Et à trouver les sous...

COMMENTAIRE**PHILIPPE VANDE WEYER****Après les bonnes intentions, les sous svp**

A l'heure où le sport belge connaît l'une des plus belles périodes de son histoire, une parenthèse enchantée que l'on voudrait ne jamais voir se refermer, l'initiative de l'AISF de donner la parole, lundi soir, aux différents partis francophones via un de leurs représentants pour voir ce qu'ils ont dans le ventre à quelques jours des élections était une excellente idée. Que tous soient venus, à l'exception notoire du PTB, ce qui est logique vu qu'il est le seul à ne pas avoir de chapitre sur le sport dans son programme de campagne, est également à saluer. Les fédérations sportives présentes à Namur ont pu se faire une idée de la place et de l'importance qu'ils leur accordent. De là à ce qu'elles donnent des consignes de vote à leurs affiliés, il y a un pas que l'on ne franchira pas ! Force est de constater que si la bonne volonté et les intentions louables sont présentes dans tous les partis, bien plus que par le passé, le sport reste toutefois encore un parent pauvre dans la liste des priorités que ceux-ci dégagent. Et dans le catalogue de leurs bonnes intentions, les idées nouvelles sont rares. Outre l'absence d'une vraie culture du sport, qu'il faudrait pourtant développer à tous les niveaux, en commençant par l'école, le problème majeur reste celui des moyens. Avec 0,5 % du budget communautaire, il est difficile de faire des miracles. Tant que le sport ne sera pas refinancé en Fédération Wallonie-Bruxelles, et alors que ses bienfaits en matière de santé publique sont de notoriété publique, on pourra faire toutes les promesses que l'on veut, on ne parviendra pas à les tenir. Et le « bricolage », même magnifique, continuera.